

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1151

[C - 98/27288]

9 AVRIL 1998. — Décret modifiant le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de service public en Région Wallonne (ISSeP) (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de service public en Région wallonne, les mots « sièges d'exploitation » sont remplacés par le mot « sites ».

Art. 2. L'article 3 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. L'Institut exerce ses activités dans les domaines suivants :

- 1° les ressources du sous-sol et les ressources minérales;
- 2° les combustibles et les processus énergétiques, y compris les énergies renouvelables et non polluantes;
- 3° l'environnement (eau, air, sol, sous-sol, déchets, vibrations, radiations non ionisantes) et la dépollution physico-chimique;
- 4° la normalisation et la sécurité techniques, notamment en rapport avec les risques industriels et dans les lieux accessibles au public.

Dans ces domaines, l'Institut :

1° exerce les missions de service public suivantes :

- a) l'exploitation des réseaux de la Région wallonne (émission et immission);
- b) le laboratoire de référence en matière d'eau, d'air, de déchets

en vue :

— d'assister l'administration pour des missions à caractère technique relatives à l'agrément des laboratoires et aux méthodes d'analyses;

— d'assister les laboratoires pour la mise en œuvre de méthodes de référence et d'un système de qualité;

c) l'observatoire des technologies environnementales;

d) l'interface technique entre les secteurs de l'exploitation du sous-sol et l'administration régionale;

e) l'appui technique à la Région wallonne :

— pour la réhabilitation des sites d'activité économique désaffectés, tels que définis à l'article 167 du décret du 19 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine;

— pour la restauration du patrimoine architectural;

f) la conception et la réalisation de recherches technologiques;

g) la participation à des groupes de travail et à des comités techniques à la demande de la Région wallonne;

2° réalise des prestations pour le secteur privé ou public, constituées de tout essai, recherche, étude et analyse;

3° exécute toute autre mission que lui délègue le Gouvernement. ».

Art. 3. Un article 3 *bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 3 *bis*. Dans le cadre des activités définies à l'article 3, l'Institut peut, de l'accord du Gouvernement, participer à la constitution et à la gestion :

— d'associations et de groupements dont l'activité est de caractère scientifique ou technique;

— de groupements d'intérêt économique ou de groupements d'intérêt économique européen. ».

Art. 4. L'article 4 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. L'Institut est soumis à l'autorité du Gouvernement qui détient les pouvoirs de gestion.

§ 2. Il est institué un comité d'accompagnement qui a pour mission de :

1° établir une proposition de plan stratégique triennal réévaluée annuellement comprenant :

a) les priorités stratégiques;

b) les activités, tant en ce qui concerne les missions de service public visées à l'article 3, alinéa 2, 1°, que les autres prestations visées à l'article 3, alinéa 2, 2°;

c) les perspectives budgétaires et financières;

d) les investissements et les ressources humaines;

2° élaborer une proposition de budget annuel;

(1) *Session 1997-1998*

Documents du Conseil 345 (1997-1998) n^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral. Séance publique du 31 mars 1998.

Discussion. — Vote.

3° veiller à ce que :

— toute activité proposée ou en cours concerne, d'une part, les domaines énumérés au premier alinéa de l'article 3 et, d'autre part, les missions telles que définies à l'alinéa 2 du même article;

— les activités en cours bénéficient des financements externes ou internes requis;

— la conformité aux règles administratives et budgétaires soit appliquée;

4° surveiller l'exécution des décisions du Gouvernement;

5° formuler des propositions et avis relatifs à la gestion de l'Institut;

6° donner au Gouvernement à la demande du directeur général, du directeur général adjoint ou d'initiative, un avis préalable sur toute prestation en matière d'essai, de recherche, d'étude et d'analyse à effectuer pour compte de tiers privés ou publics;

7° transmettre au Gouvernement les propositions et avis élaborés en vertu des 1°, 2° et 5° du présent article.

§ 3. Les règles de composition et la désignation des membres du comité sont fixées par le Gouvernement.

Le comité d'accompagnement élabore son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement wallon.

§ 4. Le directeur général et le directeur général adjoint assurent la gestion journalière de l'Institut; ils sont assistés par les inspecteurs généraux. Leurs attributions respectives ainsi que les matières pour le traitement desquelles ils sont constitués en collège sont fixées par le règlement d'ordre intérieur de l'Institut tel qu'arrêté par le Gouvernement. »

Art. 5. L'article 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Il est institué une Commission scientifique et technique dénommée ci-après la Commission.

La Commission a pour mission d'émettre des propositions et avis au comité d'accompagnement sur les aspects scientifiques et techniques pour l'établissement et la réalisation du plan stratégique.

Les règles de composition et de désignation des membres de la Commission sont fixées par le Gouvernement.

La Commission élabore son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement. »

Art. 6. Dans l'article 6 du même décret, il est inséré un paragraphe 1^{er} *bis* et un paragraphe 3, rédigés comme suit :

« § 1^{er} *bis*. Parmi les biens de l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie transférés à la Région wallonne, en vertu de l'arrêté royal du 31 janvier 1994 organisant le transfert de l'Etat à la Région wallonne de la propriété de matériel de l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie, le Gouvernement détermine ceux qui sont transférés à l'Institut ou aux services du Gouvernement.

§ 3. Les subventions inscrites au budget de la Région wallonne et dont bénéficie l'ISSeP pour l'exercice des missions définies par l'article 3, alinéa 2, 1°, sont mises à disposition de l'Institut par tranche trimestrielle d'un montant égal, à payer au plus tard le vingtième jour du premier mois de chaque trimestre. »

Art. 6bis. L'article 9, § 1^{er}, du même décret est complété comme suit :

« Ce rapport annuel est transmis par le Gouvernement au Conseil régional wallon. »

Art. 7. Dans l'article 15 du même décret, les mots "Commission d'orientation" sont remplacés par les mots "Commission scientifique et technique".

Art. 8. Un article 18*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 18*bis*. Le Gouvernement détermine, parmi les membres du personnel de l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie transférés à la Région wallonne, les agents qui sont transférés à l'ISSeP ou dans les services du Gouvernement.

Le personnel visé au premier alinéa conserve la qualité, la rémunération, les avantages et l'ancienneté dont il bénéficiait à l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie. Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires qui régissent leur transfert à la Région wallonne, les membres du personnel précité ne conservent les avantages liés à l'exercice d'une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent, selon le cas, à l'ISSeP ou dans les services du Gouvernement. »

Art. 9. L'article 8 produit ses effets le 1^{er} janvier 1994.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 9 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 1151

[C - 98/27288]

**9. APRIL 1998 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 7. Juni 1990
über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public"
(Wissenschaftliches Institut Öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region (ISSeP) (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 2 des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region wird der Wortlaut "Betriebssitze" durch den Wortlaut "Standorte" ersetzt.

Art. 2 - Artikel 3 des vorerwähnten Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 3 - Das Institut übt seine Tätigkeiten in den folgenden Bereichen aus:

- 1° die Bodenschätze und mineralen Ressourcen;
- 2° die Brennstoffe und die Energievorgänge, einschließlich der erneuerbaren und umweltfreundlichen Energien;
- 3° die Umwelt (Wasser, Luft, Boden, Untergrund, Abfälle, Vibrationen, nichtionisierende Strahlung) und die physikalisch-chemische Schadstoffreinigung;
- 4° die Normalisierung und die Sicherheit auf technischer Ebene, insbesondere im Zusammenhang mit den industriellen Gefahren und an der Öffentlichkeit zugänglichen Orten.

In diesen Bereichen:

1° übt das Institut folgende Aufgaben von öffentlichem Interesse aus:

- a) die Verwaltung der Netze in der Wallonischen Region (Emission und Immission);
 - b) das Referenzlaboratorium für Wasser, Luft und Abfälle zwecks:
 - Unterstützung der Verwaltung bei Aufgaben technischen Natur bezüglich der Zulassung von Laboratorien und der Analysemethoden;
 - die Unterstützung der Laboratorien für die Einsetzung von Referenzmethoden und eines Qualitätssicherungssystems;
 - c) eine Beobachtungsstelle für Umwelttechnik;
 - d) eine technische Kontaktstelle zwischen den auf dem Gebiet der Nutzung der Bodenschätze tätigen Betriebe und der Regionalverwaltung;
 - e) die technische Unterstützung der Wallonischen Region:
 - bei der Sanierung der stillgelegten Gewerbebetriebsgelände, die in Artikel 167 des Dekrets vom 19. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe festgelegt werden;
 - bei der Restaurierung des architektonischen Kulturguts;
 - f) die Planung und Durchführung technologischer Forschungstätigkeiten;
 - g) die Teilnahme an Arbeitsgruppen und technischen Ausschüssen, auf Anfrage der Wallonischen Region.
- 2° erbringt das Institut Leistungen für den privaten oder öffentlichen Bereich in der Form von Versuchen, Forschungen, Studien und Analysen;
- 3° führt das Institut alle sonstigen ihm von der Regierung anvertrauten Aufträge aus. »

Art. 3 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *3bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. *3bis* - Im Rahmen der in Artikel 3 festgelegten Aktivitäten ist das Institut berechtigt, im Einvernehmen mit der Regierung an der Gründung und Verwaltung folgender Vereinigungen teilnehmen:

- Vereinigungen und Zusammenschlüsse, die eine Aktivität wissenschaftlicher oder technischer Art ausüben;
- wirtschaftliche Interessenvereinigungen oder europäische wirtschaftliche Interessenvereinigungen. ».

Art. 4 - Artikel 4 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 4. - § 1. Das Institut ist der Regierung, die alle Verwaltungsmacht besitzt, unterstellt.

§ 2. Es wird ein Begleitausschuß geschaffen, der folgende Aufgaben wahrnimmt:

- 1° Entwurf eines jährlich anzupassenden strategischen Dreijahresplans, der folgende Informationen beinhaltet:
 - a) die strategischen Prioritäten;
 - b) die Aktivitäten, sowohl was die in Artikel 3, Absatz 2, 1° angeführten Aufgaben öffentlichen Interesses betrifft, als auch die in Artikel 3, Absatz 2, 2° angeführten sonstigen Leistungen;
 - c) die Haushalts- und Finanzplanung;
 - d) die Investitionen und menschlichen Mittel;
- 2° Entwurf eines Jahreshaushalts;
- 3° die Gewährleistung, daß:
 - jede vorgeschlagene oder laufende Aktivität einerseits die in Artikel 3, Absatz 1 angeführten Bereiche und andererseits die in Absatz 2 des genannten Artikels angeführten Aufgaben betrifft;

(1) *Sitzung 1997-1998*

Dokumente des Rates 345 (1997-1998) Nrn. 1 bis 7

Ausführliches Sitzungsprotokoll. Öffentliche Sitzung vom 31. März 1998

Diskussion — Abstimmung.

- die laufenden Aktivitäten über die notwendigen externen oder internen Finanzierungsmittel verfügen;
- die Konformität mit den verwaltungs- und haushaltstechnischen Bestimmungen gegeben ist.

4° Überwachung der Durchführung der Regierungsbeschlüsse;

5° Formulierung von Vorschlägen und Gutachten über die Verwaltung des Instituts;

6° auf Anfrage des Generaldirektors, des stellvertretenden Generaldirektors oder auf Eigeninitiative, Ausstellung von Gutachten für die Regierung, welche vor jeder Leistung auf dem Gebiet der für private oder öffentlich rechtliche Drittpersonen durchzuführenden Versuche, Forschungen, Studien und Analysen auszuarbeiten sind;

7° Übermittlung an die Regierung von gemäß den Punkten 1°, 2° und 5° des vorliegenden Artikels ausgearbeiteten Vorschlägen und Gutachten.

§ 3. Die Bestimmungen für die Zusammenstellung und die Bezeichnung der Mitglieder des Ausschusses werden von der Regierung festgelegt.

Der Begleitausschuß arbeitet seine Geschäftsordnung aus, die er der Regierung zwecks Genehmigung unterbreitet.

§ 4. Der Generaldirektor und der stellvertretende Generaldirektor gewährleisten die tägliche Verwaltung des Instituts; sie werden durch die Generalinspektoren unterstützt. Ihre jeweiligen Zuständigkeitsbereiche sowie die Fachbereiche, für deren Behandlung sie sich kollegial versammeln, werden in der Geschäftsordnung des Instituts in ihrer von der Regierung bestimmten Form festgelegt. »

Art. 5 - Artikel 5 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 5. - Es wird eine wissenschaftliche und technische Kommission geschaffen, nachstehend die Kommission genannt.

Sie wird damit beauftragt, dem Begleitausschuß Vorschläge und Gutachten zu wissenschaftlichen und technischen Aspekten im Rahmen der Ausarbeitung und der Durchführung des strategischen Plans zu unterbreiten.

Die Bestimmungen für die Zusammenstellung und die Bezeichnung der Mitglieder der Kommission werden von der Regierung festgelegt.

Die Kommission arbeitet ihre Geschäftsordnung aus, die sie der Regierung zwecks Genehmigung unterbreitet. »

Art. 6 - In Artikel 6 desselben Dekrets werden ein Paragraph *1bis* und ein Paragraph 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt.

« § *1bis*. Unter den gemäß des Königlichen Erlasses vom 31. Januar 1994 zur Regelung der Übertragung vom Staat auf die Wallonische Region der materiellen Güter des Instituts für Hygiene und Epidemiologie auf die Wallonische Region übertragenen Gütern des Instituts für Hygiene und Epidemiologie bestimmt die Regierung jene, die auf das Institut oder auf die Dienststellen der Regierung übertragen werden.

§ 3. Die im Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Subventionen, die dem ISSeP für die Ausübung der in Artikel 3, Absatz 2, 1° festgelegten Aufgaben gewährt werden, werden dem Institut pro Quartal zur Verfügung gestellt, wobei ein gleichbleibender Betrag spätestens am zwanzigsten Tag des ersten Monats jedes Quartals ausbezahlt wird. »

Art. 6bis - Artikel 9, § 1 desselben Dekrets wird folgendermaßen ergänzt:

« Dieser Jahresbericht wird von der Regierung an den Wallonischen Regionalrat übermittelt. »

Art. 7 - In Artikel 15 desselben Dekrets wird der Wortlaut "Beratungskommission" durch den Wortlaut "Wissenschaftliche und technische Kommission" ersetzt.

Art. 8 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *18bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. *18bis* - Die Regierung bestimmt unter den auf die Wallonische Region übertragenen Personalmitgliedern des Instituts für Hygiene und Epidemiologie jene, die auf das ISSeP oder auf die Dienststellen der Regierung übertragen werden.

Das in Absatz 1 angeführte Personal behält die Eigenschaft, das Gehalt, die Vorteile und das Dienstalter, das ihm innerhalb des Instituts für Hygiene und Epidemiologie gewährt wurde. Unbeschadet der auf ihre Übertragung auf die Wallonische Region anwendbaren Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen behalten die vorgenannten Personalmitglieder die im Rahmen der Ausübung eines Amtes gewährten Vorteile nur, insofern die diesbezüglichen Bedingungen im ISSeP bzw. in den Dienststellen der Regierung weiterhin erfüllt sind. »

Art. 9 - Artikel 8 wird am 1. Januar 1994 wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 9. April 1998.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,
dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCIEN

VERTALING
 MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 1151

[C - 98/27288]

9 APRIL 1998. — Decreet tot wijziging van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public (ISSeP)" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) in het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public" in het Waalse Gewest wordt het woord "exploitatiezetels" vervangen door het woord "sites".

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. Het "Institut" oefent zijn activiteiten uit op de volgende gebieden :

- de ondergrondse en minerale hulpbronnen;
- de brandstoffen en energieprocessen, met inbegrip van de hernieuwbare en milieuvriendelijke energieën;
- het leefmilieu (water, lucht, grond, ondergrond, afvalstoffen, trillingen, niet-ioniserende stralingen) en de fysisch-chemische zuivering;
- de technische normalisering en veiligheid, met name in verband met de industriële risico's en in de voor het publiek toegankelijke plaatsen.

Op die gebieden :

— is het "Institut" belast met de volgende openbare opdrachten :

- a) de exploitatie van de netwerken van het Waalse Gewest (emissie en immissie);
 - b) het referentielaboratorium inzake water, lucht, afvalstoffen om :
 - het bestuur bij te staan in technische opdrachten betreffende de erkenning van laboratoria en onderzoeksmethoden;
 - de laboratoria bij te staan bij de uitvoering van referentiemethoden en van een kwaliteitsnorm;
 - c) het observatorium van milieutechnologieën;
 - d) de technische koppeling tussen de sectoren van de ondergrondexploitatie en het gewestelijke bestuur;
 - e) de technische steun aan het Waalse Gewest :
 - voor de vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten, zoals bedoeld in artikel 167 van het decreet van 19 november 1997 tot wijziging van het "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium);
 - voor de restauratie van het architectonisch erfgoed;
 - f) het ontwerpen en de uitvoering van technologisch onderzoek;
 - g) de deelneming aan werkgroepen en technische comités op verzoek van het Waalse Gewest;
2. het "Institut" verleent diensten aan de privé of openbare sector in de vorm van proeven, onderzoeken, studies en analyses;
3. het voert alle andere door de Regering opgedragen taken uit. »

Art. 3. In hetzelfde decreet wordt een artikel *3bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *3bis*. In het kader van de activiteiten bedoeld in artikel 3, kan het "Institut", met de voorafgaande toestemming van de Regering, meewerken aan de oprichting en het beheer van :

- verenigingen en groeperingen met activiteiten van wetenschappelijke of technische aard;
- groeperingen met een economisch belang of groeperingen met een economisch belang op Europees niveau. »

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Het "Institut" staat onder het gezag van de Regering, die over de beheersbevoegdheden beschikt.

§ 2. Er wordt een begeleidingscomité opgericht, dat belast wordt met de volgende opdrachten :

- 1. de indiening van een jaarlijks aan te passen voorstel voor een strategisch driejarenplan, met :
 - a) de strategische prioriteiten;
 - b) de activiteiten betreffende zowel de in artikel 3, tweede lid, 1°, bedoelde openbare opdrachten als de andere dienstverstrekkingen bedoeld in artikel 3, tweede lid, 2°;
 - c) de budgettaire en financiële vooruitzichten;
 - d) de investeringen en de human resources;
- 2. het uitwerken van een voorstel van jaarlijkse begroting;
- 3. ervoor zorgen dat :
 - elke geplande of lopende activiteit betrekking heeft op de in het eerste lid van artikel 3 bedoelde gebieden enerzijds, en op de in het tweede lid van hetzelfde artikel bedoelde opdrachten anderzijds;

(1) *Zitting 1997-1998*

Stukken van de Raad 345 (1997-1998) nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 31 maart 1998.

Bespreking. — Stemming.

- de lopende activiteiten in aanmerking komen voor de nodige externe of interne financieringen;
- dat gehandeld wordt overeenkomstig de administratieve en budgettaire regels;
- 4. nagaan of de beslissingen van de Regering worden uitgevoerd;
- 5. voorstellen doen en adviezen uitbrengen i.v.m. het beheer van het "Institut";
- 6. op verzoek van de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of op eigen initiatief, de Regering een voorafgaand advies geven over elke dienstverstrekking i.v.m. proeven, onderzoeken, studies en analyses die door privé of openbare derden gevraagd worden;
- 7. de overeenkomstig de punten 1°, 2° en 5° van dit artikel uitgewerkte voorstellen en adviezen aan de Regering overmaken.

§ 3. De regels voor de samenstelling en de aanwijzing van de comitéleden worden door de Regering bepaald.

Het begeleidingscomité maakt zijn huishoudelijk reglement op en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Waalse Regering.

§ 4. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal zorgen voor het dagelijkse beheer van het "Institut"; ze worden bijgestaan door de inspecteurs-generaal. Hun respectievelijke bevoegdheden en de aangelegenheden die ze gezamenlijk behandelen, zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement van het "Institut", zoals bepaald door de Regering. » .

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. Er wordt een technisch-wetenschappelijke Commissie ingesteld, hierna de Commissie genoemd.

De Commissie moet het begeleidingscomité voorstellen doen en adviezen geven over de wetenschappelijke en technische aspecten i.v.m. het opmaken en de uitvoering van het strategische plan.

De regels voor de samenstelling en de aanwijzing van de Commissieleden worden door de Regering bepaald.

De Commissie maakt haar huishoudelijk reglement op en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Regering. »

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde decreet worden een paragraaf *1bis* en een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § *1bis*. Onder de aan het Waalse Gewest overgedragen goederen van het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie, overeenkomstig het koninklijk besluit van 31 januari 1994 tot regeling van de eigendomsoverdracht van de Staat naar het Waalse Gewest van materiaal van het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie, bepaalt de Regering welke goederen aan het "Institut" of aan de Regeringsdiensten overgedragen zullen worden.

§ 3. De op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken toelagen die het "Institut scientifique de Service public" geniet om de in artikel 3, tweede lid, 1°, bedoelde opdrachten te vervullen, worden uiterlijk de twintigste dag van de eerste maand van elk trimester per driemaandelijke tranche van hetzelfde bedrag uitbetaald. »

Art. 6bis. Artikel 9, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Dit jaarverslag wordt door de Regering aan de Waalse Gewestraad overgemaakt. »

Art. 7. In artikel 15 van hetzelfde decreet wordt het woord "Oriëntatiecommissie" vervangen door de woorden "technisch-wetenschappelijke Commissie".

Art. 8. In hetzelfde decreet wordt een artikel *18bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *18bis*. Onder de naar het Waalse Gewest overgeplaatste personeelsleden van het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie, bepaalt de Regering welke leden naar het "Institut scientifique de Service public" of naar de Regeringsdiensten overgeplaatst zullen worden.

De in het eerste lid bedoelde personeelsleden behouden de hoedanigheid, de voordelen en de anciënniteit die ze genoten bij het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie. Onverminderd de wettelijke en verordeningbepalingen die hun overplaatsing naar het Waalse Gewest regelen, behouden de bovengenoemde personeelsleden de aan de uitoefening van hun ambt verbonden voordelen voor zover deze onder dezelfde voorwaarden worden toegekend bij het "Institut scientifique de Service public" of de Regeringsdiensten, al naar gelang het geval".

Art. 9. Artikel 8 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1994.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 9 april 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling,
Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN